

# LE DEVOIR

Le Devoir

Actualités, mercredi 24 novembre 2010, p. A1

## **Les entrepreneurs freinent leurs ardeurs**

Montréal, Laval et le MTQ constatent une baisse importante du coût des travaux. «L'escompte Marteau» pourrait toutefois être de courte durée, selon le milieu policier.

Alec Castonguay; Kathleen Lévesque

**La mise en place de nouvelles règles d'octroi de contrats et la présence déstabilisante de l'opération Marteau ont forcé les joueurs-clés de l'industrie de la construction à freiner leur ardeur, ce qui a ouvert la porte à de nouveaux entrepreneurs et fait baisser les prix dans les municipalités, a appris Le Devoir.**

Cet «escompte Marteau», comme on l'appelle dans les milieux policiers et municipaux, ne serait toutefois qu'un repli stratégique le temps que l'attention sur l'organisation des contrats publics se détourne. «Ils se gardent une petite gêne pour l'instant», a expliqué une source bien au fait de la situation. Une autre personne qui a requis l'anonymat a renchéri: «Pour calmer le jeu, le club des entrepreneurs nous a donné un escompte, un rabais qu'on peut associer à Marteau. Mais le même groupe de soumissionnaires commence à revenir.»

De fait, à Montréal, Laval et au ministère des Transports du Québec, on constate une baisse importante du coût des travaux au cours de la dernière année. La raison? Le marché s'est ouvert et de nouveaux entrepreneurs ont soumissionné pour obtenir des contrats d'infrastructure.

À Montréal, l'écart entre l'estimation interne des coûts réalisée par la Ville et le prix final des contrats est de 36 % inférieur en ce qui a trait aux travaux d'aqueduc et d'égout. Dans le cas des travaux de chaussée, la baisse est de 36 % également. Dans le domaine des parcs et pistes cyclables, c'est une baisse de 15 % du coût des travaux.

«On constate qu'il y a de nouveaux joueurs qui répondent aux appels d'offres. Certains viennent de l'extérieur de Montréal et n'ont jamais soumissionné à Montréal avant. Plus il y a d'entrepreneurs, plus les prix baissent», a expliqué au Devoir Alan DeSousa, le vice-président du comité exécutif de la Ville de Montréal.

Selon les recherches effectuées par Le Devoir dans les derniers jours, pas moins de 78,5 % des contrats octroyés par le comité exécutif de Montréal entre décembre 2009 et octobre 2010 l'ont été à des entreprises qui ne font pas partie des gros joueurs de la construction dans la région. Auparavant, c'était la proportion inverse.

À peine 23 des 107 nouveaux contrats sont allés aux 15 entrepreneurs qui ont eu la part du lion des contrats sur l'île entre 2005 et 2009. Parmi ces 15 entreprises généralement dominantes dans le marché, seulement le tiers a postulé ou décroché des contrats depuis décembre: Construction Louisbourg (5), Construction Soter (5), Construction DJL (4), Construction Catcan (4), Infrabec (3) et Construction Garnier (3). Toutes ces entreprises ont obtenu les contrats depuis juin dernier.

Même scénario dans le génie-conseil, alors que seulement cinq «réguliers» ont obtenu des contrats depuis un an, soit LVM (filiale de Dessau), Genivar à deux reprises, Cima+ et Groupe Séguin.

## Nouveaux joueurs

Construction Doverco, de Saint-Eustache, est l'une des nouvelles entreprises à avoir tenté sa chance dans le marché montréalais. Cet été, elle a obtenu deux contrats d'une valeur totale de 465 000 \$ pour réaliser des travaux facilitant l'accès à un centre communautaire et à un aréna.

«On n'a jamais eu Montréal comme client avant», confirme le président, Yves Savard. Pourquoi avoir soumissionné cette année? «Je ne sais pas. On a tenté notre chance sur ces contrats et on les a obtenus, c'est tout.» M. Savard affirme ne jamais avoir subi de pression auparavant pour ne pas travailler à Montréal. «C'est juste une question de choix», dit-il, ajoutant qu'il va probablement continuer de brasser des affaires à Montréal. N'empêche, ils sont plusieurs comme lui depuis un an à venir de Laval, Boisbriand, Varennes, Boucherville, et même d'aussi loin que Sainte-Marthe-sur-le-Lac.

Alan DeSousa affirme que les mesures prises par Montréal portent leurs fruits. D'abord, la Ville a accordé moins de contrats cet hiver, ce qui a créé une pression sur les entreprises qui cherchaient du travail. Ensuite, la Ville a fractionné les gros contrats pour permettre à de petits entrepreneurs de se qualifier. Puis, Montréal a mis un bémol à l'utilisation des consortiums, ces regroupements d'entreprises qui répondent ensemble à un contrat, notamment dans le cas des firmes de génie-conseil. «Plus il y a de consortiums, moins il y a de joueurs dans l'appel d'offres», dit M. DeSousa.

Pourquoi les habitués du marché obtiennent-ils plus de contrats depuis le mois de juin, avec une pointe à la fin du mois d'août? «On regarde ça attentivement, mais on ne sait pas, dit Alan DeSousa. On pense que c'est parce que les contrats accordés sont plus gros que cet hiver, alors ils ont plus d'intérêts et d'avantages.»

#### *Une baisse à Laval*

Même scénario de baisse des prix à Laval, qui n'a pourtant pas mis en place de mesures spéciales depuis un an, contrairement à Montréal. La facture des travaux de rénovation des égouts et des aqueducs a baissé de 22 % depuis décembre. Dans le domaine de la chaussée, c'est une chute de 26 %. Parcs et pistes cyclables: -20 %.

«On a sensiblement le même volume de contrats, mais on a beaucoup plus de soumissions à chaque appel d'offres, explique Dean Dussault, porte-parole de la Ville de Laval. On a des entreprises nouvelles qui viennent de l'extérieur, alors ça fait baisser les prix.»

Y a-t-il un effet temporaire en raison de l'opération Marteau? «Je ne peux pas répondre à ça. Je dois m'en tenir aux faits. Et ces faits disent que la raison de la baisse, c'est qu'il y a plus de concurrence», dit M. Dussault.

Dans le cas du ministère des Transports du Québec (MTQ), il y a aussi une chute des prix. En fin de semaine, La Presse révélait que les soumissions sont en moyenne de 16,4 % inférieures aux estimations internes des fonctionnaires. L'unité anticollusion a épluché des contrats d'une valeur de 1,7 milliard de dollars. L'économie pour le gouvernement serait de 311 millions de dollars. Au MTQ, on refuse de commenter ce qu'on nomme des «données stratégiques».

À Montréal et Laval, on s'est dit incapable de chiffrer les économies pour l'instant. «On va avoir une meilleure idée dans quelques mois», affirme Alan DeSousa.